



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 19 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 9 décembre 2024

Contexte et constats

Publié sur



ALPHA PELLETS

Route de Blaise
52330 Colombey-les-Deux-Églises

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 9 décembre 2024 dans l'établissement ALPHA PELLETS implanté Route de Blaise 52330 Colombey-les-Deux-Églises. L'inspection a été annoncée le 20 novembre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection fait partie du Plan Pluriannuel de Contrôle (PPC) 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALPHA PELLETS
- Route de Blaise 52330 Colombey-les-Deux-Églises
- Code AIOT : 0005701345
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Alpha Pellets est spécialisée dans la production de granulés destinés aux domaines de l'alimentation animale et de l'énergie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La production actuelle sur le site est en cours de cessation d'activité. La production de granulés pour l'alimentation animale est mise à l'arrêt depuis fin août 2024. La production de granulés pour le domaine de l'énergie fonctionne 3 à 4 jours par quinzaine. La fin complète de l'activité production est estimée, par l'exploitant, à fin janvier 2025.

L'exploitant a déposé un dossier d'enregistrement en vue de modifier complètement ces installations. Le projet d'APE a été validé en CODERST en décembre 2024. Durant les échanges, l'exploitant indique que le commencement prévisionnel des travaux est fixé pour mars/avril 2025.

L'exploitant informe malgré tout l'inspection des installations classées que le lancement du projet est conditionné à la réponse de la région Grand Est concernant des subventions.

Lors des échanges, l'exploitant indique plusieurs scénarios en fonction du lancement, ou non, du projet présenté dans le dossier d'enregistrement. L'inspection des installations classées rappelle à

l'exploitant les contraintes existantes en fonction des différents scénarios (mise en place du nouveau projet, cessation partielle des activités en conservant une activité de stockage de pellets ou cessation complète des activités).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accès au site	Arrêté Ministériel du 18/02/2010, article 7	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 18/02/2010, article 13 – alinéa 1	Sans objet
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 18/03/1982, article 10.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été relevé durant la visite d'inspection, la production sur site étant très limitée, la visite d'inspection s'est déroulée lors d'une journée sans production.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/02/2010, article 7
Thème(s) : Autre, Implantation et aménagement général
Prescription contrôlée : Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (par exemple : clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, procédures d'identification à respecter).
Constats : Le site est entièrement clôturé et sécurisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/02/2010, article 13 – alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'établissement est pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger, a minima : <ul style="list-style-type: none">- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, par exemple) implantés de telle sorte que tout point de la limite du dépôt se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil. Ce réseau d'eau, public ou privé, permet de fournir en toutes circonstances un débit minimal de 60 m³/h pendant deux heures et la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement nécessaires en fonction des risques présentés par l'établissement. A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance du dépôt permettant l'intervention des services départementaux d'incendie et de secours. Cette distance est fixée après avis des services départementaux d'incendie et de secours ;- et d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;- et d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.
Constats : Le site dispose de 2 cuves de 60 m ³ (une cuve enterrée et une cuve aérienne) qui assurent la fonction de réserve incendie. Une motopompe, régulièrement mise en service, est présente sur site pour assurer le pompage des cuves et l'injection en cas de besoin. Le site est aussi équipé d'extincteurs. Par sondage, l'inspection des installations classées a vérifié le contrôle réglementaire de ces équipements. Ce contrôle n'a pas fait apparaître de non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/1982, article 10.1
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques devront être conformes à la Norme NF C 15.100 et à la réglementation en vigueur. Des rapports de contrôle de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques seront régulièrement établis et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. L'installation électrique et le matériel utilisé seront appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.
Constats : Lors de l'inspection , l'exploitant présente le dernier rapport de vérification des installations électriques. Le rapport 7790705/2.271.Q18 daté du 14 juin 2024 ne fait apparaître aucune non-conformité. Durant les échanges l'exploitant indique que les installations électriques sont régulièrement contrôlées et qu'un suivi est mis en place en cas de non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite